

une reprise vigoureuse et une nouvelle croissance précédées d'investissements accrus misant sur l'avenir de l'Ouest.

La Banque Commerciale du Canada a joué un rôle important en appuyant depuis son établissement le développement économique de l'Ouest. Grâce à l'aide réunie par la ministre, la banque continuera à jouer son rôle influent dans le développement et la croissance. Parce qu'il importe que la Chambre connaisse les gestes du gouvernement et leur justification, j'apprécie la rapidité avec laquelle les détails ont été fournis. Il est important également, pour les Canadiens et pour les hommes d'affaires, de reconnaître que la situation est un incident isolé, résultant de circonstances très particulières. La situation ne menace pas l'intégrité de notre système bancaire bien que, si on ne s'y attaquait pas maintenant, elle pourrait avoir un rôle perturbateur dans la relance économique et le développement futur de l'économie de l'Ouest. En prenant des mesures rapidement, les gouvernements et le secteur privé aident à maintenir la confiance des entreprises qui ont souscrit des prêts à la Banque Commerciale du Canada et, en fait, des autres petites et moyennes entreprises de l'Ouest.

Il est important également de noter que l'accord n'empêchera pas la banque de respecter ses obligations vis-à-vis de ses créanciers. Les fonds ne seront pas remboursés tant que la banque ne sera pas redevenue rentable. Nous estimons que l'argent fourni permettra à la BCC de conserver des assises solides. La confiance du gouvernement fédéral dans l'avenir de la banque est évidente. Nous avons bon espoir que l'argent du contribuable sera remboursé et que les efforts déployés amélioreront la stabilité économique d'une importante région et d'un important secteur de notre économie.

• (1710)

Notre gouvernement ne jette pas l'argent par les fenêtres, monsieur le Président. Il appuie le développement régional pour garantir l'investissement et la croissance future. Je suis convaincu que les mesures présentées à la Chambre représentent un bon investissement. Non seulement cet investissement protégera une institution financière importante et les entreprises qui en dépendent, mais encore il sera payant, à l'avenir, pour les gens de l'Ouest et les Canadiens en général.

Bien que les fonds qu'avancent les différents membres du groupe d'aide ne portent pas intérêt, l'accord conclu entre les différents membres et la Banque Commerciale du Canada prévoit l'émission de droits d'achat qui donneront à leur détenteur le droit d'acheter des actions ordinaires de la BCC. L'accord a été rédigé de telle façon que nous n'exercerons pas ces droits d'achat tant que la banque n'aura pas recouvré sa santé financière et qu'elle ne sera pas de nouveau rentable.

J'estime que la réponse rapide et la bonne volonté des deux gouvernements provinciaux, du secteur privé, de la SADC et de la Chambre témoignent d'une remarquable collaboration. C'est aussi une indication de la nécessité d'agir sérieusement.

J'appuie sans réserve la décision du gouvernement. C'est une proposition particulièrement importante, étant donné les problèmes économiques qui touchent les deux provinces les plus à l'ouest et la nécessité d'appuyer leur développement économique, déjà amorcé, et de garantir leur avenir.

M. Gauthier: Monsieur le Président, il n'y a rien de tel qu'un converti pour parler de façon réellement convaincante.

Banque commerciale du Canada

Je suis stupéfait que le député d'Edmonton-Sud (M. Edwards) ait la mémoire aussi courte. Lorsque l'ancien gouvernement a présenté sa mesure législative pour venir en aide à Chrysler, qui connaissait alors des difficultés financières, nous avons entendu bien des députés conservateurs nous dire combien les libéraux étaient condamnables.

Le député nous dit maintenant que cette banque a de l'avenir dans l'Ouest. Il prétend que c'est un établissement régional important. J'en conviens. Je crois qu'il a raison, en fait. Mais ne se rend-il pas compte que l'inspecteur général a dit à la Banque Commerciale du Canada, il y a quelque mois, qu'elle devait diversifier ses opérations? Il a prétendu qu'elle l'avait fait déjà. Elle n'y est pas allée de main-morte en acquérant pour 90 millions de dollars de derricks en Californie. Y a-t-il un programme énergétique national en Californie? Non, monsieur le Président. Comment se fait-il qu'elle n'arrive pas à faire de bonnes affaires là-bas? Le député parle de viols et de pillages au Canada. Ne devrait-il pas être un peu plus conséquent dans ses affirmations?

On nous a accusés, dans l'est du Canada, de ne pas comprendre qu'un problème qui se pose au Canada est un problème qui nous concerne tous, que si le gouvernement n'avait pas aidé Chrysler grâce aux deniers publics, cette société ne serait pas où elle en est aujourd'hui. Or, la Domtar en demande autant du gouvernement, mais en vain. Le député pourrait-il me dire comment fait le gouvernement pour justifier cette politique et comment des convertis peuvent être aussi convaincants? Pourrait-il nous dire comment il fait pour concilier sa position avec la dernière mesure que vient de prendre son gouvernement?

M. Edwards: Monsieur le Président, je ne sais pas au juste par où commencer. Je suppose que je pourrais toujours prétexter que je suis un nouveau venu et m'en laver les mains, mais...

Mme Copps: Cela n'a pas changé.

M. Edwards: J'ai droit à des qualificatifs extrêmement acerbes, monsieur le Président. J'ai fait ma part, j'ai acheté une Chrysler. Je me demande si la députée serait disposée à défendre le renflouement de la société Maislin? Cette affaire n'était pas très catholique, à mon avis. Pour en revenir au fait, une banque est toujours une banque.

Des voix: Un conservateur est toujours un conservateur.

M. Edwards: Ainsi soit-il.

M. Rodriguez: Monsieur le Président, je voudrais poser une question au député. Je suis vraiment abasourdi. Voilà un groupe de conservateurs qui disent constamment que le gouvernement doit sortir du secteur privé et qu'il n'a pas à se mêler de l'exploitation des entreprises. Pourtant, sitôt que l'un de leurs amis, une banque, éprouve des difficultés, ils s'empresent de lui offrir l'argent du contribuable sous forme de prêts sans intérêt.

Comment le député concilie-t-il cette décision et l'idéologie que les conservateurs défendent avec vigueur dans tout le pays? N'est-il pas temps pour nous de prendre pied dans le système bancaire, de faire l'acquisition de la banque et de l'administrer en tant que banque canadienne?